

Demain, vous aurez à faire un choix. Mais lequel? Depuis des semaines, les candidats à la présidentielle multiplient les annonces, détaillent les mesures, font la promotion de leur programme. Emploi, éducation, logement, sécurité... La campagne a été longue et vous n'avez peut-être pas tout saisi, tout enregistré. Alors, avant d'aller voter, comparez les projets. C'est l'objet de cette double page pour y voir plus clair.

Candidats classés selon le tirage au sort du Conseil Constitutionnel

Photos Reuters



Eva Joly

Europe Écologie - Les Verts



Marine Le Pen

Front National



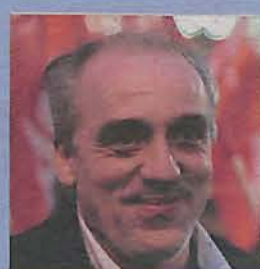
Nicolas Sarkozy

UMP



Jean-Luc Mélenchon

Front de Gauche



Philippe Poutou

NPA

EMPLOI/CHÔMAGE



- Après 16 ans, crédit de 8 années de formation tout au long de la vie.
- Suppression des exonérations sur les heures supplémentaires.
- Suppression de tous les dispositifs incitant au travail précaire et au temps partiel subi.

- Revalorisation des revenus des salariés des sociétés privées, de la fonction publique et des pensions.
- 700 000 apprentis au lieu de 500 000 aujourd'hui.
- Réserver une embauche sur 3 ans à plus de 45 ans dans le public.

- Allègement des charges sur les bas salaires (entre 1 200 et 1 400 euros nets par mois).
- Faire travailler les bénéficiaires du RSA, 7 heures de travail rémunérées au niveau du Smic.
- Référendum sur le mode d'indemnisation du chômage.

- 35 heures effectives.
- Smic à 1700 euros brut par mois.
- Quota maximal d'intérimaires et de contrats à durée déterminée égal à 5% des effectifs dans les grandes entreprises et 10% dans les PME.

- Interdire les licenciements collectifs et individuels sous peine de réquisition des entreprises.
- Réduire le temps de travail à 32 heures sans perte de salaire ni flexibilité.
- Smic relevé à 1 700 euros net mensuels.

RETRAITE



- Retraite à 60 ans sans décote et possibilité pour les personnes ayant exercé des métiers pénibles de partir avant cet âge.

- Revalorisation des petites retraites grâce aux économies réalisées par la baisse de l'immigration et le retrait du « minimum vieillesse » aux étrangers.

- Poursuivre la réforme engagée en 2010 qui fait progressivement passer l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans.

- Retraite à 60 ans à taux plein (75% du salaire de référence).
- Nouvelle cotisation sur les revenus financiers des entreprises.

- Le système de retraite doit reposer totalement sur le principe de la répartition.
- Droit à une retraite pleine et entière à 60 ans.
- Montant des pensions égal à 75% du meilleur salaire de la carrière professionnelle.

LOGEMENT



- Construire chaque année 500 000 logements à basse consommation d'énergie.
- Obligation de construire 25% de logements sociaux par commune de plus de 3 500 habitants.
- Expulsions locatives interdites sans solution de logement.

- Destruction des cités pour les remplacer par « un habitat de taille et d'esthétique traditionnelles ».
- Simplifier le système des nombreuses aides au logement (APL, aide au logement, etc.).

- 40 000 logements en plus par an.
- Possibilité de construire 30% d'appartements ou de maisons en plus sur un même terrain.
- Diviser par deux les droits de mutation perçus par les notaires pour le compte de l'État et des collectivités locales.

- Construction de 200 000 logements sociaux par an pendant cinq ans.
- Budget logement à 2% du PIB.
- Revalorisation de l'APL.
- Interdire les expulsions locatives de toute personne en difficulté.

- Créer un « Service public urbain » qui regroupe les 140 sociétés HLM en une société publique.
- Inéligibilité pour les maires qui n'appliquent pas la loi SRU sur les logements sociaux.

ENVIRONNEMENT/NUCLÉAIRE



- Dès 2020, produire 40% de l'énergie par des sources renouvelables (hors carburant).
- Loi d'urgence écologique : zéro OGM, zéro gaz de schiste, zéro autoroute supplémentaire.
- Sortie du nucléaire en 20 ans.

- Sortie du nucléaire à long terme.
- Poursuivre la construction de l'EPR de Flamanville.

- Taxe carbone aux frontières de l'Europe.
- Allongement de la durée de vie des réacteurs et centrales au-delà de 40 ans.
- Refus de fermer la centrale de Fessenheim.

- Nationalisation de l'énergie autour d'EDF, GDF, Areva et Total.
- Interdire les OGM en plein champ et la vente libre des pesticides.
- Abroger toutes les politiques de dérégulation de l'énergie, en particulier la loi NOME de 2010.

- Interdire les OGM.
- Sortir du nucléaire en 10 ans.
- Utiliser massivement les énergies renouvelables.

SÉCURITÉ



- Déconcentration et reterritorialisation de la police.
- Le Conseil supérieur de la magistrature sera le garant de l'indépendance des magistrats du siège et du parquet.
- Peines plancher et lois LOPPSI 1 et 2 abrogées.

- Recréer tous les postes supprimés dans la police et la gendarmerie (19 000).
- Peine de mort rétablie.
- Budget de la Justice revalorisé de 25% en cinq ans.
- Garantir l'indépendance et la neutralité de la Magistrature.

- Renforcement de la présence des forces de l'ordre sur le terrain.
- Code pénal pour les mineurs.
- Punir pénalement les internautes fréquentant régulièrement des sites liés au terrorisme.

- Nouvelle vague de recrutement dans la police.
- Abroger la loi LOPPSI 2 et les lois sécuritaires « attentatoires à la liberté » (protection contre le fichage généralisé et la vidéosurveillance).

- Supprimer la procédure de comparution immédiate.
- Supprimer les peines plancher.
- Indépendance du parquet.

IMMIGRATION



- Droit de vote aux élections locales pour les étrangers résidant depuis 5 ans en France.
- Régularisation des sans-papiers au cas par cas avec des critères objectifs comme la présence sur le territoire depuis plus de 5 ans et la scolarisation d'un enfant.

- Réduction en 5 ans de l'immigration légale de 200 000 entrées par an à 10 000 entrées par an.
- Suppression du regroupement familial.
- Réduire la durée maximale de la carte de séjour.

- Diviser par deux le nombre des arrivées en France.
- Conditions encore plus strictes pour le regroupement familial et les mariages mixtes : travail, logement décent, examen de langue française.

- Droit au regroupement familial.
- Carte unique valable 10 ans.
- Acquisition de la nationalité française pour tous les étrangers présents sur le territoire depuis 5 ans.
- Fermeture des centres de rétention.

- Régulariser de façon permanente tous les sans papiers.

EUROPE/DETTE



- « Pacte de développement économique et social » à la place du Pacte de stabilité de Maastricht.
- Mutualisation partielle des dettes publiques (eurobonds).
- Réduire le déficit public de 1 point de PIB par an.

- Fermeture des frontières.
- Renégociation des traités afin de rompre avec la construction européenne.
- Fin de l'euro.
- Possibilité pour la Banque de France de monétiser la dette publique.

- Mise en place de « taxes réciproques » aux frontières de l'Europe (dont taxe carbone).
- Révision des accords de Schengen.
- Règle d'or budgétaire qui fixe dans la Constitution un plan de réduction de la dette publique.

- Nouveau traité qui serait adopté en France par référendum.
- Refonte des missions et des statuts de la BCE.
- Réaménagement négocié des dettes publiques.

- Arrêt immédiat du paiement de la dette et de ses intérêts.

FISCALITÉ



- Remplacement du quotient familial par un crédit d'impôt forfaitaire.
- Fusion de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG).
- Taux à 70% au-delà de 500 000 euros.

- Tranche supérieure de l'impôt sur le revenu portée à 46%.
- Taxe d'habitation intégrée à l'impôt sur le revenu.
- Impôt progressif unique sur le patrimoine grâce à la fusion entre la taxe foncière et l'ISF.

- Nouvel impôt sur les bénéfices des groupes du CAC 40.
- Mise en place de la TVA sociale (augmentation de la TVA de 1,6 point à 21,2%).
- Contribution sociale généralisée (CSG) augmentée de 2 points sur les revenus financiers.

- Taxation des revenus financiers des entreprises.
- Loi « anti-vasion » fiscale pour imposer les revenus des Français à l'étranger.
- Suppression du bouclier fiscal et augmentation du rendement de l'ISF.

- Impôt sur le revenu fortement progressif avec de nombreuses tranches.
- Supprimer le quotient conjugal et revoir le quotient familial.
- Impôt sur la fortune incluant l'ensemble du patrimoine.

SANTÉ



- CMU étendue à 1,5 million de personnes supplémentaires.
- Forfait hospitalier réduit de 18 à 10 euros.
- Diminution du prix de certains médicaments et déremboursement des produits sans efficacité réelle.

- Suppression de l'aide médicale d'État : arrêt des soins aux sans-papiers, sauf en cas de danger de mort.
- Carte Vitale biométrique pour lutter contre la fraude.

- Diminuer les « micro-niches » de dépenses réalisées à l'hôpital.
- Création de 250 maisons médicales pluridisciplinaires supplémentaires.

- Stopper les fermetures des structures de santé.
- Contraception et IVG gratuites.
- Remboursement à 100% par la Sécurité sociale (optique, dentaire).

- Interdire tous les dépassements d'honoraires.
- Complémentaires santé remplacées par des mutuelles intégrées à la Sécurité sociale.
- Créer 120 000 emplois dans les hôpitaux publics.

ÉDUCATION



- Créer l'École Fondamentale, regroupant les enseignements primaire et secondaire.
- Système d'évaluation sans notes.
- Recruter 20 000 enseignants et cadres éducatifs supplémentaires.
- Modifier le système d'affectation des enseignants.

- Apprentissage dès 14 ans.
- Réforme de la primaire, révision du statut de l'école avec plus d'autonomie pour les directeurs.
- Augmenter le nombre d'heures consacrées au français et au calcul.

- Apprentissage dès 14 ans.
- Réforme du baccalauréat avec moins d'options et plus de contrôle continu.
- Augmentation de 25% des rémunérations de ceux qui feront 26 heures de présence dans l'établissement.

- Droit à la scolarité dès 2 ans, scolarité obligatoire de 3 à 18 ans.
- Pas de subventions à l'enseignement privé.
- Enseignement des mêmes programmes pour tous jusqu'à la fin du collège.
- Pas de suppression de postes.

- Contre l'apprentissage à 14 ans.
- Maintien de l'école obligatoire jusqu'à 16 ans.
- Supprimer les notes et les classements.
- 100 000 postes en plus.

INSTITUTIONS



- Passage à une Vie République.
- Reconnaissance du vote blanc.
- Transparence des rémunérations et des déclarations d'intérêt des élus et des ministres.
- Limitation du cumul des mandats dans le temps.

- Non cumul des mandats exécutifs imposé par la loi.
- Supprimer l'ENA.
- Instaurer le scrutin proportionnel.
- Durée du mandat présidentiel à 7 ans (référendum).

- Dose de proportionnelle aux élections législatives à hauteur de 10% à 15%.
- Parrainages citoyens pour la présidentielle.
- Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sauf pour l'école primaire.

- Moins de pouvoirs au Président de la République.
- Suppression du Sénat ou grande réforme.
- Assemblée constituante élue au suffrage universel pour écrire une nouvelle constitution ratifiée par référendum.

- Supprimer la fonction présidentielle, le Sénat et le Conseil Constitutionnel.
- Plafonnement des salaires des élus.
- Élection du gouvernement par une assemblée de représentants élus.

SOCIÉTÉ



- Pour le mariage homosexuel et l'adoption par des couples homosexuels.
- Cannabis : légalisation, encadrement de l'usage et réglementation du commerce.
- Euthanasie : pour

- Contre le mariage homosexuel et/ou l'adoption par des couples homosexuels.
- Cannabis : contre la légalisation et la dépénalisation.
- Euthanasie : contre

- Contre le mariage homosexuel et l'adoption par des couples homosexuels.
- Cannabis : contre la légalisation et la dépénalisation.
- Euthanasie : contre

- Pour le mariage homosexuel et l'adoption par des couples homosexuels.
- Reconnaissance des familles homoparentales existantes.
- Euthanasie : pour le suicide assisté.

- Légaliser le mariage homosexuel et l'adoption par un couple homosexuel.



Nathalie Arthaud
Lutte ouvrière

- **Indexation de tous les salaires** sur les prix.
- Fin des exonérations de cotisations patronales.
- **SMIC à 1 700 euros net.**
- Interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous.

- **Plein salaire** jusqu'à la fin de ses jours.
- **Âge légal de 60 ans** avec 37,5 années de cotisations pour une retraite à taux plein.
- **Minimum-vieillesse** ramené au niveau du **Smic.**

- **Geler les loyers.**
- Construction massive de logements sociaux prise en charge par l'Etat.
- **Service public du logement** ayant pour objectif la construction de 500 000 logements sociaux par an.

- Organisation politique et sociale chargée du **respect de l'environnement.**

- Réduire le chômage pour réduire la criminalité.
- Accès à la justice **gratuit** pour tous.

- **Droit de vote** à toutes les élections.
- **Régularisation** des travailleurs sans-papiers.
- **Arrêt des expulsions** et des contrôles au faciès.

- Unification réelle de l'Europe.
- **Dettes publiques financées** par les revenus du capital.

- **Supprimer la TVA** compensée par une imposition plus forte sur les revenus du capital.
- Impôt fortement progressif.

- **Supprimer le forfait hospitalier** et les franchises médicales.
- Revenir sur les **déremboursements de médicaments.**
- Dépenses de santé prises en charge à **100 %.**

- **Classes moins nombreuses.**
- S'occuper davantage des enfants qui ne maîtrisent pas la langue française.
- Recruter des enseignants supplémentaires.

- Construction d'un nouvel État, à l'image de la **Commune de Paris de 1871.**
- Proportionnelle intégrale à toutes les élections.

- Pour l'adoption par les couples **homosexuels.**



Jacques Cheminade
Solidarité et Progrès

- **Service public de l'emploi** (à la place de Pôle Emploi).
- Accès à la formation ciblée sur ceux qui en ont le plus besoin.
- Doubler le nombre d'inspecteurs du travail.

- **Départ avant 62 ans** pour ceux ayant commencé à travailler tôt.
- Revalorisation immédiate des retraites.
- **Supprimer les majorations** des pensions de retraite pour les parents ayant élevé trois enfants ou plus.

- Construction d'au moins **150 000 à 200 000 logements sociaux** par an.
- **Perte du permis de construire** pour les communes qui n'atteignent pas les 10 % de logements sociaux.

- Promotion de l'aérotrain de l'ingénieur **Bertin.**
- Réduction maximale des vols continentaux de moins de 1 500 kilomètres.

- **Police de proximité** dans les zones périurbaines tard dans la nuit.
- Ne plus incarcérer les mineurs non récidivistes, les sans-papiers et les grands malades.

- Intégrer les immigrés aux **conseils de quartiers.**
- **Droit de vote** pour les étrangers aux élections municipales.

- Passer de l'euro unique à des **euros nationaux.**
- **Abandon de Maastricht** et du pacte de stabilité.
- Réquisitionner la Banque de France et lui rendre la possibilité de monétiser la dette.

- **Fusion de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG).**
- Barème progressif de ce nouvel impôt de 2 % pour 2 200 euros de revenu mensuel à 70 % pour plus de 100 000 euros par mois.

- Taux de remboursement de 80 % pour les soins courants.
- Annuler le forfait sur les actes médicaux lourds.

- Classes de **15 à 25 personnes maximum.**
- Généraliser la pratique du chant choral.
- Recruter **5 000 éducateurs spécialisés.**

- **Fusionner** le Conseil Constitutionnel avec la Cour de cassation.
- **Interdire le cumul des mandats.**
- Réduire le nombre de députés à 400.
- Proportionnelle pour un **quart des sièges** de député.

- Éviter l'euthanasie.



François Bayrou
MoDem

- **Emploi sans charges** pendant deux ans pour toute entreprise de moins de 50 salariés.
- **Pénalités financières** contre les discriminations salariales.
- Droit effectif à la formation tout au long de la vie.

- Instauration d'une **retraite à points** définitivement équilibrée d'ici huit ans.
- Equilibre entre cotisations et pensions.

- Durcissement de la **loi SRU** qui impose 20 % de logements sociaux.
- **Mutuelle logement**, d'initiative publique, chargée de couvrir les risques locatifs.
- **Suppression des cautions** pour faciliter l'accès à la location.

- Créer un **fonds d'investissement dédié au développement durable.**
- Réduire le plus possible le recours aux énergies carbonées en visant un développement massif des énergies renouvelables.

- Rétablissement de la police de proximité.
- **Indépendance de la justice.**
- **Statut particulier du ministre de la Justice-Garde des Sceaux.**

- Régularisation de tout immigré après **3 ans de travail régulier.**
- Bourses de mérite généralisées.
- **Droit de vote** aux élections locales pour les étrangers en situation régulière en France depuis au moins 10 ans.

- Permettre à la **Banque centrale européenne (BCE)** d'intervenir lorsque les Etats ont besoin de refinancer leur dette.
- Inscrire la « **règle d'or** » de discipline budgétaire dans la Constitution.

- Deux **tranches supplémentaires** seront créées, la tranche actuelle à 41 % sera portée à 45 % ; et une tranche de solidarité pour les revenus supérieurs à 250 000 euros par part sera créée à 50 %.

- **Mutuelle universelle** obligatoire
- Mettre en place un « **Bouclier santé** » destiné à couvrir les personnes qui sortent des minimas sociaux.
- Nouvelle définition du **numerus clausus** pour lutter contre les déserts médicaux.

- Restaurer l'année de formation en alternance avec pratique en classe (supprimée en 2009).
- Un emploi du temps des élèves de **30 heures maximum.**
- 50 % du temps scolaire en primaire consacré à l'écrit et au français.

- **Baisse de 20 %** du budget de l'Élysée et de 10 % du salaire des ministres.
- Reconnaissance du **vote blanc.**
- Loi sur les conflits d'intérêt.
- **Gouvernement de moins de 20 ministres.**

- Pour l'adoption par des couples **homosexuels** mais contre le mariage homosexuel.
- Euthanasie : contre



Nicolas Dupont-Aignan
Debout la République

- **Exonération de charge** pendant cinq ans pour le recrutement d'un chômeur de longue durée par une TPE (moins de 10 salariés).
- « **Capital formation** » offert à tout jeune sortant tôt du système scolaire.

- **Retraite à points.**

- **2 millions** de ménages propriétaires en 5 ans grâce à la vente d'une partie des logements HLM à leurs locataires.
- Encadrer les loyers.

- **Développer les énergies renouvelables** (notamment le solaire).
- **Fusionner et nationaliser EDF et GDF.**
- **Fermer les centrales nucléaires vieillissantes** situées dans des zones sismiques.

- Recrutement de **10 000 postes** dans la police et la gendarmerie.
- Création de **20 000 places** de prison supplémentaires.
- **Instaurer une vraie perpétuité** légale.

- Réduction de **50 %** du nombre d'immigrants (hors étudiants) en 5 ans.
- **Allongement à 5 ans** de la période pour acquérir la nationalité après un mariage.
- Pas de droit de vote pour les étrangers.

- **Sortie de l'euro** et passage à l'euro-franc.
- Sortie de Schengen, rétablissement des frontières de la France.
- Possibilité pour la Banque de France de monétiser la dette publique.

- Réduction drastique des niches fiscales.
- Nouvelle tranche d'impôt sur le revenu à **50 % pour les revenus supérieurs à 300 000 euros par an.**
- « **Impôt de citoyenneté** » pour que les Français qui résident à l'étranger soient taxés.

- Rationaliser le système public : maisons de retraite en zone rurale, refonte des barèmes, **déremboursement des médicaments inutiles.**
- Chaque médecin devra exercer **2 ans** dans une zone où il manque des personnels de santé.

- Dédoubler les classes de CP.
- Retour à la semaine de **quatre jours et demi** dans le primaire.
- Recrutement de **30 000 enseignants.**

- Création d'un **statut de l'élu.**
- Limitation des mandats à deux : un national et un local.
- **Dose de proportionnelle** aux législatives.
- Vote obligatoire et reconnaissance du vote blanc.

- **Contre le mariage des couples homosexuels** et contre l'adoption pour les couples homosexuels.



François Hollande
PS

- **Contrats de génération** pour favoriser l'emploi des jeunes en CDI tout en s'engageant à garder un senior.
- **150 000 emplois d'avenir.**
- Inscription du dialogue social dans la Constitution.

- Départ à la retraite à **taux plein à 60 ans** pour ceux qui auront cotisé la totalité de leurs années.

- **2,5 millions** de logements intermédiaires, sociaux et étudiants.
- Permettre à 1 million de logements par an de bénéficier d'une **isolation thermique.**
- Encadrement par la loi des montants des loyers.

- **Tarification progressive** de l'eau, de l'électricité et du gaz.
- Part du nucléaire dans la production d'électricité **réduite de 75 % à 50 % d'ici à 2025.**
- Fermer la centrale de Fessenheim et achever le chantier de l'EPR de Flamanville.

- Zones de sécurité prioritaires.
- **1000 postes supplémentaires** par an pour la justice, la police et la gendarmerie.
- Doubler le nombre de **centres éducatifs fermés** pour les mineurs condamnés par la justice.

- **Droit de vote aux élections** locales pour les étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans.
- Régularisations sur la base de **critères objectifs** : ancienneté sur le territoire, emploi...

- Nouvelle négociation du **pacte budgétaire.**
- Mise en place d'**euro-obligations** pour mutualiser la dette européenne (Eurobonds).
- Déficit public réduit à **3 %** du produit intérieur brut en 2013.

- Tranche supplémentaire à **45 %** pour les revenus de plus de 150 000 euros par an et par part.
- Taxation à **75 %** des revenus au-delà de 1 million d'euros par an.

- **Encadrer les dépassements d'honoraires**, par spécialités et par régions, et favoriser la baisse des prix du médicament.
- Augmentation de la part de rémunération forfaitaire des médecins généralistes.

- **Allègement des journées** et allongement de l'année scolaire.
- Augmentation de l'allocation rentrée de 25 %.
- **60 000 postes supplémentaires** en 5 ans.
- Revalorisation des salaires.

- Réforme du statut pénal du chef de l'État.
- Réduction de **30 %** de sa rémunération.
- **Fin du cumul des mandats.**
- Durée d'inéligibilité de 10 ans pour les élus condamnés pour faits de corruption.

- Pour le mariage **homosexuel** et l'adoption par des couples homosexuels.
- Euthanasie : pour



PRÉSIDENTIELLE
J-1 2012

EMPLOI/CHÔMAGE



RETRAITE



LOGEMENT



ENVIRONNEMENT/NUCLÉAIRE



SÉCURITÉ



IMMIGRATION



EUROPE/DETTE



FISCALITÉ



SANTÉ



ÉDUCATION



INSTITUTIONS



SOCIÉTÉ

